

Sur lesoir.be

Entretiens, débats en ligne... L'actualité vit sur le site du « Soir ». En voici des moments forts. Et si vous avez le temps, allez sur lesoir.be/debats

LERECTIFICATIF



Une fausse manipulation nous a fait publier dans nos éditions du 3 juillet la mauvaise photo de Jean Hermesse, secrétaire général de la Mutualité chrétienne. Voici son vrai portrait. Nos excuses.

« Les Diables, une folle parenthèse »

Le retour des Diables rouges au pays après leur élimination était au cœur du 11 h 02 avec **Christophe Berti**.

Les Diables rouges se sont fait éliminer de la Coupe du monde aux portes de la demi-finale. Comment expliquer ce couac ?

Les joueurs ont beaucoup donné et doivent retourner dans leurs clubs où ils ont beaucoup d'obligations. Ils n'ont pas vu leurs familles depuis longtemps et je pense qu'ils avaient besoin de souffler un peu ; ça, c'est légitime. Ce qui l'est moins, c'est de priver les supporters de rendre hommage à leurs héros. Marc Wilmots a déclaré ne rien avoir à fêter. Il y a aussi des raisons de sécurité. L'Union belge aurait tout de même pu organiser une rencontre de deux heures avec les supporters pour les remercier du soutien.

Si les Diables sont devenus les héros de la nation, c'est



aussi grâce au marketing organisé autour d'eux. Que dire sur ce sur-marketing que certains internautes regrettent ?

Je ne veux pas tomber d'une caricature à l'autre. Au début, le peuple belge dit que l'équipe est magnifique depuis deux ans et ensuite, on dit qu'on nous ennuie avec tout ça. La vérité est entre les deux. La cellule marketing a fait un travail incroyable pour rendre populaire une équipe qui était la risée de toute la Belgique. Depuis deux ans, l'équipe nationale belge est devenue très à la mode. Les joueurs sont jeunes, parlent toutes les langues, ont tous les talents.

Maintenant que le pays est en crise politique, est-ce que ça ne rajoute pas au côté fédérateur du pays ?

Je ne pense pas. Le sport et la politique sont bien séparés. La Coupe du monde n'a eu d'influence ni sur le vote, ni sur la politique. Heureusement. Les gens avaient juste besoin de faire la fête et de ressentir un sentiment collectif comme il en existe dans tous les pays. C'est une folle parenthèse, selon moi.

aujourd'hui

11:02



Comment peut se relever Ecolo après la déconfiture ?

Emily Hoyos et Olivier Deleuze ont annoncé ce lundi qu'une élection présidentielle anticipée se tiendrait au printemps prochain. On en parle avec **David Coppi** dès 11 h 02.

la question

Faut-il avoir été élu pour exiger un certain type de gouvernement ?

Les patrons exigent une coalition de centre-droit. Elio Di Rupo leur suggère de se présenter aux élections. Un agacement légitime ou déplacé ?

Qu'en leur for intérieur, les patrons préfèrent un gouvernement sans le PS et les syndicats une coalition incluant les socialistes, rien de vraiment étonnant. Mais que les premiers, singulièrement en Flandre, ne manquent aucune occasion pour mettre la pression, appelant ouvertement de leurs vœux une coalition de centre-droit, c'est moins banal. Cela a d'ailleurs fini par faire réagir le Premier ministre socialiste Elio Di Rupo. « Peut-être ont-ils envie de se présenter aux prochaines élections ? Ils auraient alors une légitimité démocratique... », a-t-il ironisé dans l'avion qui l'emmenait au Brésil.

Question : les partenaires sociaux – le 1^{er} mai, la FGTB avait de son côté dit préférer une coalition comprenant le PS ou Ecolo – outrepassent-ils leur rôle ?

« En Belgique, nous avons un système que certains appellent "néo-corporatiste", dans lequel les groupes de pression jouent un rôle très important, singulièrement dans le domaine socio-économique, explique Benoît Rihoux,

professeur à l'UCL et responsable du Cespol (Centre de science politique et de politique comparée). Mais ici, le contexte est différent. Il s'agit de négociations post-électorales. Mais il faut savoir que les partenaires sociaux contactent très régulièrement les politiques, en leur glissant des notes techniques ou stratégiques, par exemple. Ici, non seulement c'est visible, mais c'est une tentative, surtout du côté patronal flamand, de changer le centre de gravité pour les coalitions. En ce sens, cela dépasse le "core business" des groupes de pression. »

Pour Pascal Delwit, professeur à l'ULB et membre du Cevipol (Centre d'étude de la vie politique de l'ULB), la nouveauté, c'est effectivement moins que les groupes de pression se manifestent en période pré- et post-électorale que l'affirmation très nette d'un type particulier de gouvernement. « On est frappé par le tir groupé du Voka, de l'Unizo, de la FEB, de l'Union wallonne des entreprises et de l'Union des classes moyennes, note-t-il. Ce n'est

certes pas le seul interlocuteur social qui se positionne : la FGTB a fait de même, en faveur d'une coalition avec le PS. Mais j'ai l'impression que c'est la première fois que le patronat se positionne en faveur d'un type de coalition. »

Est-ce gênant sur le plan démocratique ? « Ce n'est pas gênant dans le sens où les interlocuteurs sociaux sont là pour défendre des intérêts et prendre position dans des débats politiques et sociaux, répond Pascal Delwit. Mais ce n'est pas gênant non plus que des hommes politiques rappellent que ceux qui se sont fait élire, ce ne sont pas les patrons. Il faut rappeler qu'il y a une différence d'essence entre un groupe de pression et un parti. Le premier fait pression sur le parti ou sur le politique. Mais in fine, seul le parti (de gouvernement) est confronté à un ensemble de contraintes politiques, budgétaires, juridiques, dont on imagine souvent mal l'ampleur. Et au terme de la législature, lui seul va devoir se présenter avec son bilan devant l'électeur. »



Les relations cordiales entre la N-VA et le patronat flamand ne datent pas d'hier. Ici, Bart De Wever et Luc De Bruyckere, en mars 2012. Ce dernier était à l'époque patron du Voka. © DOMINIQUE DUCHESNES.

L'étonnement n'est-il pas essentiellement francophone ? La prise de parole dans les médias de patrons emblématiques est manifeste, et presque banalisée côté flamand... Pascal Delwit opine, mais ne note pas moins une radicalisation du monde patronal, laquelle dénote dans la tradition belge

de concertation sociale. « C'est d'ailleurs assez intéressant d'un point de vue politique et sociologique, dans un moment de crise économique initialement causée par le privé, en l'occurrence le secteur bancaire », glisse-t-il... ■

WILLIAM BOURTON

la carte blanche



Pierre Smets Maître assistant en sciences de l'éducation, Haute Ecole Galilée (ISPG)

Quels enseignants voulons-nous pour quelle école ?

« Le Soir » du 4 juin titrait : « Universités : les recteurs réclament cent millions d'euros ». Cette revendication est aussi valable pour les Hautes Ecoles.

Sans vouloir tomber dans un corporatisme inapproprié, je pense particulièrement au secteur que je connais mieux : les catégories pédagogiques. Il s'agit de cursus professionnalisants qui forment en trois ans des bacheliers instituteurs préscolaire, primaire ou agrégés de l'enseignement secondaire inférieur.

A l'heure où, périodiquement, on parle d'une « mastérisation » de cette formation, il est plus que nécessaire de se pencher sur la problématique de l'articulation entre la formation attendue, la formation proposée et la question sociétale « quels enseignants voulons-nous pour quelle école ? ». Je m'explique.

Aujourd'hui, dans une proportion croissante, des étudiants qui s'engagent dans ces études, parfois comme second choix, sont issus de l'enseignement secondaire qualifiant. Il faut dire qu'un cer-

tain nombre d'entre eux, de même d'ailleurs que des diplômés de l'enseignement secondaire général et ceux qui ont débuté d'autres études supérieures, ont quelques lacunes pour démarrer raisonnablement ces cursus d'études : maîtrise orale et/ou écrite de la langue française insuffisante, posture réflexive trop peu développée, fondements de connaissances générales trop rudimentaires, surtout dans la discipline choisie.

Diplômés « petit format »

Sans compter les représentations de départ qu'ils ont du métier, qui sont partiellement erronées et parfois simplistes alors qu'être enseignant aujourd'hui est de plus en plus complexe et doit tenir compte de multiples facettes insoupçonnées chez les débutants (ce qui est tout à fait normal). Ces quelques manquements ne sont pas un problème en soi et seront pour beaucoup comblés au cours de leur formation. Néanmoins, il faut aussi reconnaître que, pour une autre partie de ces étudiants, la formation proposée ne comblera pas

ces difficultés, ou alors trop partiellement. Certains seront même diplômés sous le vocable interne de « petit format ». Nous pensons que ces enseignants s'amélioreront par l'expérience et leur formation continue, mais rien n'est moins sûr.

Nous pourrions aussi accentuer nos exigences, au risque de ne plus diplômé grand monde. Car il nous faut entendre que pour un bon nombre de ces étudiants, l'accession au métier d'enseignant est et reste un vrai ascenseur social qui va leur permettre de se hisser non seulement par leur statut social acquis (malgré tout, le métier d'enseignant reçoit encore un important degré de confiance, voire de notoriété de la part de la société, en particulier dans les milieux socioculturels plus défavorisés), mais aussi par une garantie d'emploi quasi assurée en cette période caractérisée par une hausse démographique et une pénurie latente dans cette profession, surtout dans les grandes villes. Cette considération est suffisamment importante que pour la souligner.

Ainsi, au nom de l'équité, valeur fondamentale à défendre, mais aussi au nom de la qualité de la formation des enseignants à maintenir, valeur tout aussi fondamentale, les Hautes Ecoles pédagogiques sont de plus en plus prises entre le marteau et l'enclume. Se posent alors deux questions antagonistes : voulons-nous des enseignants compétents (selon les compétences définies par le législateur) qui, non seulement, maîtrisent les disciplines enseignées, la langue de l'enseignement autant à l'oral qu'à l'écrit, mais peuvent aussi développer des pédagogies et des didactiques pertinentes et adaptées à leurs élèves caractérisés par l'hétérogénéité et la diversité sociale et culturelle ? Ou voulons-nous des enseignants qui ont, certes, d'autres compétences sans avoir suffisamment atteint celles citées précédemment, mais auxquels nous voulons donner une chance de développement professionnel et personnel ?

Bien entendu, la réponse à cette question ne peut être tranchée par une simple opposition ; bien entendu, à la sortie de la for-

mation initiale, un enseignant en début de carrière forgera sa formation par l'expérience, l'échange et sa propre formation continue, laquelle reposera en grande partie sur sa seule volonté.

Enseignants hyper-compétents

Mais derrière cette interrogation, il y a une autre question d'ordre politique qui attend une réelle clarification : quelle école voulons-nous ? Il semble justement que si nous voulons une école émancipatrice qui réponde le plus possible à ses grandes missions définies par le législateur et, par cascade, tente de mettre progressivement fin aux profondes inégalités scolaires et à l'hécatombe de l'échec scolaire, il importe qu'il y ait dans les classes des enseignants hyper-compétents, ce qui est encore plus indispensable dans les écoles qui accueillent les publics les plus fragilisés.

Au vu de toutes les considérations développées ci-dessus, il est de moins en moins sûr que les formations pédagogiques

puissent actuellement répondre à cette commande. Il existe néanmoins une alternative qui devrait permettre de répondre aux deux postures a priori antagonistes. Il s'agit d'une part de proposer systématiquement des tests diagnostiques afin que l'étudiant entrant dans ces cursus se situe d'emblée face aux exigences qui l'attendent et, d'autre part, de fournir aux Hautes Ecoles pédagogiques, à l'instar de la revendication des universités, des moyens afin d'accompagner les étudiants en difficultés par des remises à niveau intensives, des services d'aide à la réussite en nombre pour encadrer les étudiants plus fragiles, y compris dans la dimension psychologique et identitaire.

Et selon le principe des vases communicants, ces investissements nouveaux seront à terme compensés par des économies réalisées par la diminution de l'échec scolaire d'élèves qui auront devant eux des enseignants efficaces et efficaces. Voilà une visée politique à long terme qui va bien au-delà d'un décret qui abolirait le redoublement. ■